

ÉLECTRICITÉ

SUISSE

Swissgrid rappelle la nécessité d'un accord avec l'Union européenne

Négocié fin 2024 après de nombreux revirements, l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'Union européenne est indispensable, souligne Swissgrid vendredi 12 septembre. Sans finalisation de cet accord, « le statu quo actuel ne sera plus possible et la Suisse deviendra un État tiers », relève le gestionnaire de réseau de transport (GRT) suisse qui publiera sa prise de position le 31 octobre sur une consultation du projet. Les conséquences du statu quo se profilent déjà, poursuit-il : aucun accès aux plateformes européennes d'énergie de réglage, augmentation des coûts pour l'exploitation stable du réseau, restrictions des capacités d'importation et d'exportation, augmentation des flux d'électricité non planifiés et exclusion de Swissgrid de l'Entsoe, l'association des gestionnaires de réseau de transport européens.

Alors que le commerce transfrontalier d'électricité augmente en Europe, l'implication actuelle et insuffisante de la Suisse - qui a 41 lignes transfrontalières - dans les processus européens contribue largement à ce que Swissgrid doive intervenir plus souvent dans l'utilisation des centrales électriques. « Cela signifie

que Swissgrid ordonne aux centrales électriques d'augmenter ou de réduire leur puissance localement afin d'éviter les congestions du réseau et de garantir sa stabilité, explique le GRT. Le nombre de ces interventions augmente, tout comme l'énergie qui doit être demandée par Swissgrid. » La quantité d'énergie demandée est ainsi passée de 17 180 MWh en 2014 à 552 069 MWh en 2024. Une tendance se poursuivra sans accord sur l'électricité. Avec l'accord sur l'électricité, la gestion coordonnée des congestions réduira les flux d'électricité non planifiés et donc les coûts de redispatch, ce qui profite aux consommatrices et consommateurs finaux.

EN BREF

FRANCE

Sur les neuf premiers mois de l'année, la production d'électricité du parc nucléaire a augmenté de 2,3 % (+ 5,4 TWh) par rapport à la même période de 2024, à 240 TWh, selon les données d'EDF. Au mois d'août, la production est restée stable par rapport à août 2024, à 28,6 TWh. Sur l'année 2025, le groupe table sur une production nucléaire comprise entre 350 et 370 TWh, un chiffre qui n'a pas été révisé depuis janvier dernier et ce malgré les difficultés rencontrées sur l'EPR de Flamanville quant à sa montée en charge.